



Libéralisation, investissements publics, et emploi des femmes au Sénégal

Par Sokhna Diarra MBOUP, Baurice Younouss DIEDHIOU,
Christian Lukineyo JOSHI, et Olivier BEAUMAIS

Messages

- La mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Économique (APE) engendre des effets négatifs sur l'emploi des femmes au Sénégal.
- Une augmentation des investissements publics dans les secteurs les plus touchés par la libéralisation commerciale agit positivement sur les taux de chômage et de salaire des femmes.

L'APE menace-t-il l'objectif de l'égalité de genre ?

Il est largement admis que l'autonomisation des femmes passe par l'accès à l'emploi. Néanmoins, la dimension de genre est rarement prise en compte dans le cadre de négociations commerciales, dont les aboutissants affectent directement le marché de l'emploi. Pour les pays d'Afrique subsaharienne, les secteurs qui emploient plus de femmes sont généralement les moins compétitifs et, dans une situation de libre échange, feraient donc face à des difficultés pour améliorer les conditions de travail des femmes, déjà très précaires comparées à celles qu'offrent les secteurs d'exportations.

Au Sénégal, un démantèlement tarifaire de 75% des produits sur une période de 20 ans est prévu dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne. Au moment où le Sénégal a été retenu comme pays pilote pour la réalisation de l'objectif 3 des Objectifs du Millénaire pour le Développement, consacré à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, il faut se demander si la mise en œuvre de l'APE ne risque pas de compromettre ces engagements.



L'analyse

Dans le cadre de cette étude, les auteurs tentent non seulement de répondre à cette question, mais aussi d'identifier des mesures qui permettraient de combiner les objectifs de libéralisation commerciale et de promotion de l'emploi des femmes. Ils ont ainsi eu recours à un **modèle d'équilibre général calculable (MEGC)** pour simuler différents scénarios et en mesurer les effets sur les facteurs concernés.

Le premier scénario simule les effets du **démantèlement tarifaire**, i.e. une réduction de 50% ou 100% tous les 5 ans, sur une période de 5, 10 ou 15 ans, selon que la part du produit à libéraliser appartient à une bande tarifaire donnée.

Le deuxième scénario envisage une **augmentation des investissements publics** comme mesure pouvant accompagner les effets de la libéralisation commerciale sur le marché du travail. Les échelles de dépenses utilisées comme base de simulation sont celles inscrites dans les Programmes Triennaux d'Investissements Publics (PTIP) pour la période 2015–2017. Le scénario simule une augmentation de 10% des investissements dans les secteurs d'activités majoritairement pratiquées par les femmes et autres secteurs affectés négativement, en termes de demande de travail, par la libéralisation commerciale.

Résultats de l'analyse

De façon générale, les résultats obtenus suite à ces simulations démontrent que, **bien que la mise en œuvre de l'APE tend à accentuer les inégalités de genre sur le marché du travail, la réalisation des investissements inscrits dans les PTIP permettrait de contrer ces effets négatifs par une amélioration de l'emploi des femmes au Sénégal.**

Scenario 1 - Démentèlement tarifaire

- La mise en œuvre de l'APE amenuise la demande de travail des secteurs dans lesquels les femmes sont le plus occupées - tel que ceux des autres services (57% des femmes occupées), de l'élevage, chasse, sylviculture et pêche (14%) et de l'agriculture vivrière (7%)
- Dans les secteurs les plus touchés par la mise en œuvre de l'APE – tels que la construction, les produits divers et autres produits - ce sont les femmes qualifiées qui sont les plus touchées par la diminution de la demande de travail.

Toutefois, les résultats démontrent aussi que :

- Le taux de chômage des femmes s'accroît d'une manière relativement moins importante que celui des hommes.
- La baisse des salaires des femmes est relativement moins élevée que celle des hommes.

Figure 1 : Impact de la mise en œuvre de l'APE sur la demande de travail selon le genre et la qualification

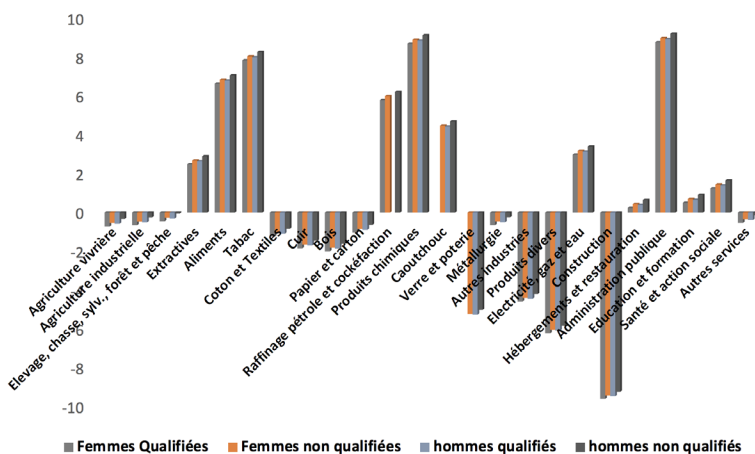
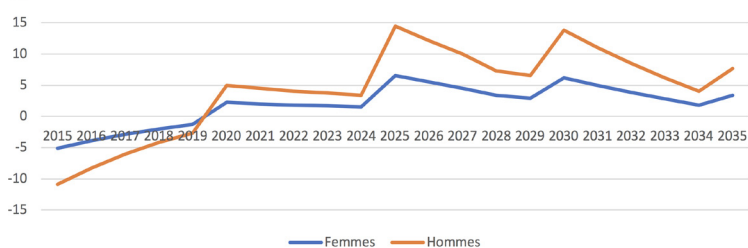


Figure 2 : Impact de la mise en œuvre de l'APE sur le taux de chômage selon le genre



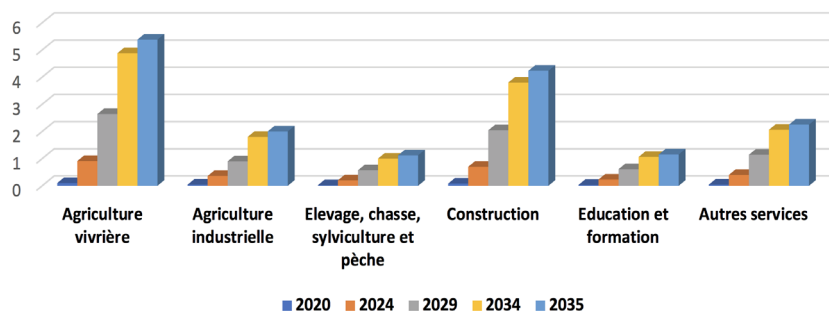
Scenario 2 - Augmentation de 10% des investissements publics (issus des PTIP 2015-2017) dans les secteurs affectés par la libéralisation

Les secteurs visés par la simulation - i.e. où la demande de travail est affectée négativement par les effets de la libéralisation commerciale - sont: la construction, l'agriculture industrielle, l'agriculture vivrière, l'élevage, chasse, sylviculture et pêche, et les autres services - dont les trois derniers sont ceux dans lesquels les femmes sont le plus occupées.

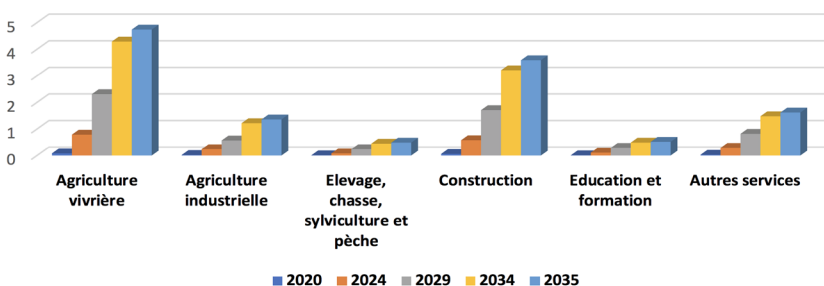
Une augmentation des investissements résulte en une **augmentation de la demande de travail** dans mêmes secteurs, de laquelle s'ensuit 1) une diminution du taux de chômage des femmes, ainsi que 2) une augmentation de leur taux de salaire.

Figure 3 : Impact d'une augmentation de 10% des investissements publics sur la demande sectorielle en main d'œuvre féminine (%)

3.1. Femmes qualifiées



3.2. Femmes non-qualifiées



Recommandations de politique économique

Les résultats obtenus par cette étude proposent ainsi aux décideurs une solution politique qui permettrait de maîtriser efficacement les effets négatifs de l'APE sur l'emploi des femmes et, plus largement, sur l'ensemble de l'économie sénégalaise.

En effet, une **augmentation de 10% des investissements publics** - notamment dans les secteurs de l'agriculture vivrière, de l'agriculture industrielle, de l'élevage, chasse, sylviculture et pêche, de la construction et des autres services – **permettrait d'atteindre les objectifs de promotion de l'emploi des femmes malgré les effets de la libéralisation commerciale.**

Cette solution est d'autant plus pertinente qu'elle s'inspire des Programmes Triennaux d'Investissements publics (PTIP) de 2015-2017. Ainsi, les auteurs recommandent que les résultats de cette étude soient pris en considération dans la formulation des prochains PTIP.

Enfin, considérant les effets négatifs attendus de l'APE sur le marché de l'emploi (scénario 1), les auteurs suggèrent également la mise en place de **mesures complémentaires**, tel que :

- Des programmes d'études axés sur la promotion de l'emploi des femmes dans les secteurs les moins susceptibles d'être affectés par la libéralisation commerciale.
- Des structures ou initiatives de recherche dont l'objectif serait d'évaluer l'impact de la mise en œuvre de l'APE sur la pauvreté et le bien-être des populations au Sénégal.

Ce document présente une synthèse des résultats d'un projet soutenu par le PEP dans le cadre du programme PAGE II (2016-2020), en appui aux initiatives et capacités locales pour l'analyse de politiques liées à la croissance et l'emploi dans les pays en développement. PAGE II est financé par le Département du développement international du Royaume-Uni (DFID ou UK Aid) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada.

Pour en apprendre davantage sur ce projet d'étude (MPIA-19999) veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la **série PEP working papers.**

Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de PEP.



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada



UKaid
from the British people

